

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

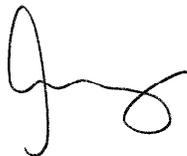
ÉNONCÉ DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés et de l'information financière présentée dans ce rapport annuel. Cette responsabilité comprend le choix de conventions et de pratiques comptables ainsi que le recours au jugement et à des estimations nécessaires pour la préparation des états financiers consolidés, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le présent rapport annuel et s'est assurée qu'elle correspondait aux états financiers consolidés.

La direction maintient des systèmes de contrôle interne conçus en vue de fournir une assurance raisonnable quant à la protection des éléments d'actif contre la perte et quant à la pertinence et la fiabilité de l'information financière produite.

Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses responsabilités à l'égard de l'information financière et est responsable de la révision et de l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche principalement par l'entremise de son comité de vérification, composé exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification se réunit périodiquement avec la direction et les vérificateurs externes afin de discuter des contrôles internes, de sujets portant sur la vérification et de la présentation de l'information financière. Il révisé également le rapport annuel, les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes. Le comité de vérification recommande les vérificateurs externes, qui sont ensuite nommés par les actionnaires. Les vérificateurs externes ont librement accès au comité de vérification. Les états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs externes Deloitte & Touche s.r.l. dont le rapport est présenté ci-après.



Lino A. Saputo, Jr.
Président et
chef de la direction



Louis-Philippe Carrière, FCA
Vice-président exécutif,
finances et administration, et secrétaire

Le 7 juin 2011

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de Saputo inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Saputo inc., qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2011 et 2010, et les états consolidés des résultats, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Saputo inc. aux 31 mars 2011 et 2010, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte & Touche s.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 7 juin 2011

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 17046

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)

Exercices terminés les 31 mars	2011	2010
Revenus	6 025 470 \$	5 810 582 \$
Coûts des ventes, frais de vente et d'administration	5 235 330	5 118 511
Bénéfice avant intérêts, amortissement, dévaluation et impôts sur les bénéfices	790 140	692 071
Amortissement (notes 4 et 5)	104 832	113 506
Bénéfice d'exploitation	685 308	578 565
Dévaluation du placement de portefeuille (note 3)	13 600	-
Intérêts sur la dette à long terme	23 211	29 901
Autres intérêts, nets (note 12)	663	5 161
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	647 834	543 503
Impôts sur les bénéfices (note 13)	196 715	160 789
Bénéfice net	451 119 \$	382 714 \$
Résultat par action (note 14)		
Bénéfice net		
De base	2,19 \$	1,85 \$
Dilué	2,16 \$	1,83 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

	Capital-actions (note 10)					Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Surplus d'apport	
Solde au début de l'exercice	207 426	584 749 \$	1 603 373 \$	(188 045) \$	28 521 \$	2 028 598 \$
Résultat étendu :						
Bénéfice net	-	-	451 119	-	-	451 119
Variation nette sur conversion de devise des états financiers des établissements étrangers autonomes	-	-	-	(58 159)	-	(58 159)
Total du résultat étendu						392 960
Dividendes déclarés	-	-	(128 929)	-	-	(128 929)
Rémunération à base d'actions (note 10)	-	-	-	-	8 375	8 375
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	2 280	40 375	-	-	-	40 375
Montant transféré du surplus d'apport au capital-actions à l'exercice des options	-	9 831	-	-	(9 831)	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	-	2 158	2 158
Actions rachetées et annulées	(5 807)	(17 072)	(197 832)	-	-	(214 904)
Actions rachetées et non annulées	(69)	(208)	(2 784)	-	-	(2 992)
Solde à la fin de l'exercice¹	203 830	617 675 \$	1 724 947 \$	(246 204) \$	29 223 \$	2 125 641 \$

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

	Capital-actions (note 10)					Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Surplus d'apport	
Solde au début de l'exercice	207 087	555 529 \$	1 373 856 \$	16 219 \$	26 744 \$	1 972 348 \$
Résultat étendu :						
Bénéfice net	-	-	382 714	-	-	382 714
Variation nette sur conversion de devise des états financiers des établissements étrangers autonomes	-	-	-	(205 527)	-	(205 527)
Variation nette des pertes sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie, nets d'impôts	-	-	-	1 263	-	1 263
Total du résultat étendu						178 450
Dividendes déclarés	-	-	(118 996)	-	-	(118 996)
Rémunération à base d'actions (note 10)	-	-	-	-	8 060	8 060
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	1 759	26 008	-	-	-	26 008
Montant transféré du surplus d'apport au capital-actions à l'exercice des options	-	7 075	-	-	(7 075)	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	-	792	792
Actions rachetées et annulées	(1 420)	(3 863)	(34 201)	-	-	(38 064)
Solde à la fin de l'exercice²	207 426	584 749 \$	1 603 373 \$	(188 045) \$	28 521 \$	2 028 598 \$

¹ Le total des Bénéfices non répartis et du Cumul des autres éléments du résultat étendu est 1 478 743 \$.

² Le total des Bénéfices non répartis et du Cumul des autres éléments du résultat étendu est 1 415 328 \$.

BILANS CONSOLIDÉS

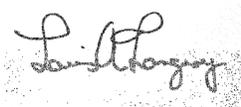
(en milliers de dollars CAD)

Aux 31 mars	2011	2010
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	77 491 \$	54 819 \$
Débiteurs	460 807	367 069
Stocks (note 2)	662 194	566 754
Impôts à recevoir	12 623	5 940
Impôts futurs (note 13)	20 300	22 302
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	50 940	29 494
Placement de portefeuille (note 3)	27 743	-
	1 312 098	1 046 378
Placement de portefeuille (note 3)	-	41 343
Immobilisations (note 4)	1 027 150	1 038 756
Écart d'acquisition (note 5)	847 830	716 695
Marques de commerce et autres actifs incorporels (note 5)	339 038	316 613
Autres éléments d'actif (note 6)	87 678	90 272
Impôts futurs (note 13)	50 515	3 394
	3 664 309 \$	3 253 451 \$
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires (note 7)	170 589 \$	61 572 \$
Créditeurs et charges à payer	573 779	471 106
Impôts à payer	198 638	149 377
Impôts futurs (note 13)	28 199	8 639
	971 205	690 694
Dette à long terme (note 8)	378 480	380 790
Autres éléments de passif (note 9)	11 674	9 694
Impôts futurs (note 13)	177 309	143 675
	1 538 668	1 224 853
CAPITAUX PROPRES	2 125 641	2 028 598
	3 664 309 \$	3 253 451 \$

Au nom du conseil,



Lino Saputo
Administrateur



Louis A. Tanguay
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars CAD)

Exercices terminés les 31 mars	2011	2010
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Exploitation		
Bénéfice net	451 119 \$	382 714 \$
Éléments sans incidence sur les espèces et quasi-espèces		
Régime d'option d'achat d'actions	8 375	8 060
Amortissement	104 832	113 506
(Gain) perte sur la cession d'immobilisations	(196)	300
Dévaluation du placement de portefeuille	13 600	-
Impôts futurs	52 956	19 874
Unités d'actions différées	4 455	2 238
Excédent du financement des régimes des employés sur le coût	(2 971)	(3 853)
	632 170	522 839
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(41 985)	60 776
	590 185	583 615
Investissement		
Acquisitions d'entreprises (note 15)	(267 337)	(49 613)
Ajouts aux immobilisations	(112 100)	(106 876)
Produit sur la cession d'immobilisations	6 278	542
Autres éléments d'actif et de passif	(58)	(16 965)
	(373 217)	(172 912)
Financement		
Emprunts bancaires	107 754	(71 935)
Produit tiré de l'émission de la dette à long terme	-	330 000
Remboursement de la dette à long terme	-	(518 517)
Émission de capital-actions	40 375	26 008
Rachat de capital-actions	(214 904)	(38 064)
Dividendes	(128 929)	(118 996)
	(195 704)	(391 504)
Augmentation des espèces et quasi-espèces	21 264	19 199
Incidence des écarts de taux de change sur les espèces et les quasi-espèces	1 408	(8 264)
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	54 819	43 884
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	77 491 \$	54 819 \$
Information complémentaire		
Intérêts payés	25 267 \$	34 843 \$
Impôts sur les bénéfices payés	92 577 \$	100 068 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 mars 2011 et 2010

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars CAD, sauf pour les données sur les options, les unités d'actions et les actions)

NOTE 1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

RECOURS À DES ESTIMATIONS

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés (états financiers) conformément aux PCGR du Canada, la direction doit procéder à des estimations telles que la valeur nette de réalisation des stocks, la durée de vie utile, la dépréciation et l'amortissement des immobilisations, l'évaluation de l'écart d'acquisition, du placement de portefeuille, des marques de commerce et autres actifs incorporels, des allocations du prix d'achat, de la juste valeur des instruments financiers et des impôts, ainsi que certaines hypothèses actuarielles et économiques utilisées dans le calcul du coût des régimes de retraite à prestations déterminées, de l'obligation au titre des prestations de retraite constituées et de l'actif des régimes de retraite, et de la rémunération à base d'actions qui influent sur les montants déclarés des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des revenus et des charges de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société ainsi que de ses filiales. Toutes les transactions et soldes interentreprises ont été éliminés. Les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle effectif sont consolidées. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus aux états consolidés des résultats depuis leurs dates respectives d'acquisition.

ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et quasi-espèces sont principalement composées de liquidités non grevées d'affectations et de placements à court terme dont l'échéance initiale, au moment de l'acquisition, est de trois mois ou moins.

STOCKS

Les stocks de produits finis, de matières premières et de produits en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont établis en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'actif et du passif et sont évalués en fonction des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur au moment où ces écarts sont censés se résorber. Les actifs d'impôts futurs ne sont constatés que dans la mesure où, de l'avis de la direction, il est plus probable qu'improbable qu'ils soient réalisés.

PLACEMENT DE PORTEFEUILLE

Le placement de portefeuille est comptabilisé au coût moins l'excédent des dividendes reçus par rapport à la quote-part de la Société dans les résultats nets cumulés. La Société surveille son investissement afin de détecter les baisses de valeur autres que temporaires et enregistre aux résultats nets une baisse de valeur autre que temporaire lorsqu'elle survient.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimative en fonction des durées suivantes :

Bâtiments	20 à 40 ans
Mobilier, machinerie et équipement	3 à 20 ans
Matériel roulant	5 à 10 ans ou en fonction du kilométrage parcouru

Les actifs destinés à la vente sont comptabilisés au moindre de leur valeur comptable ou de leur juste valeur moins les coûts de cession, et aucun amortissement n'est comptabilisé. Les immobilisations en cours de construction ne sont pas amorties.

NOTE 1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

PERTE DE VALEUR DES ACTIFS À LONG TERME

Dans le cas où des éléments portent à croire que la valeur comptable d'actifs à long terme pourrait ne pas être recouvrable, les flux de trésorerie estimatifs non actualisés sont projetés sur leur durée restante et comparés à la valeur comptable. Dans la mesure où ces projections indiquent que les flux de trésorerie non actualisés futurs ne sont pas suffisants pour recouvrer les valeurs comptables des actifs connexes, une charge est comptabilisée en vue de réduire la valeur comptable afin que celle-ci corresponde à la juste valeur, soit aux flux de trésorerie futurs projetés actualisés.

ÉCART D'ACQUISITION, MARQUES DE COMMERCE ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

L'écart d'acquisition et les marques de commerce ne sont pas amortis, mais sont plutôt soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquaient que les actifs pourraient avoir subi une baisse de valeur. Les valeurs comptables de l'écart d'acquisition et des marques de commerce sont comparées à leurs justes valeurs respectives et toute baisse de valeur, le cas échéant, est comptabilisée aux résultats. Les autres actifs incorporels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile qui varie entre 5 et 15 années.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le prix d'acquisition aux actifs corporels et incorporels acquis et aux passifs pris en charge, en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition, l'excédent du prix d'achat étant attribué à l'écart d'acquisition.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi est établi d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition des prestations au prorata des services et à des hypothèses de la direction à l'égard du rendement prévu de l'actif des régimes, lequel est fondé sur une valeur liée au marché, du taux de croissance de la rémunération, de l'âge de la retraite et des coûts prévus des soins de santé et autres avantages postérieurs à l'emploi. Le coût des services rendus au cours de l'exercice est comptabilisé aux résultats. Conformément aux PCGR, le coût des services passés ainsi que les gains ou pertes actuariels nets des régimes à prestations déterminées et des autres régimes d'avantages sociaux qui excèdent 10 % du plus élevé des obligations au titre des prestations constituées ou de la juste valeur de l'actif des régimes sont amortis sur la durée résiduelle moyenne d'activités future des employés actifs admissibles aux prestations en vertu des régimes. La Société répartit la variation de la valeur de l'actif sur une période de cinq ans afin de déterminer le coût des régimes à prestations déterminées. Lorsque la restructuration d'un régime d'avantages sociaux entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations découlant de ce régime, la compression est comptabilisée avant le règlement. Le nombre moyen prévu d'années de service futures des employés actifs admissibles aux prestations en vertu des régimes est de 11,8 années. La charge nette au titre des régimes à cotisations déterminées est généralement équivalente aux contributions versées par l'employeur.

CONSTATATION DES REVENUS

La Société constate ses revenus au moment de la livraison lorsque la propriété et les risques de perte sont transférés aux clients, que le prix est déterminable, que le recouvrement est raisonnablement assuré et qu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord. Les revenus sont enregistrés nets des incitatifs à la vente incluant les rabais sur volume, les frais de référencement et les rabais de publicité.

CONVERSION DES DEVICES

Les postes du bilan des établissements autonomes situés à l'extérieur du Canada ont été convertis en dollars canadiens selon les taux de change en vigueur en date des bilans, alors que les postes des états des résultats ont été convertis en utilisant les taux de change moyens mensuels en vigueur au cours des périodes. Les gains (pertes) non réalisés sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes, présentés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, représentent le cumul des gains (pertes) de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements autonomes situés à l'extérieur du Canada. La variation des gains (pertes) non réalisés sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes résulte principalement de la variation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les postes des états financiers de la Société et de ses filiales libellés en devises ont été convertis en utilisant les taux de change en vigueur en date des transactions pour les éléments de revenus et charges, et le taux de change en date des bilans pour les éléments d'actifs et de passifs monétaires. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis en utilisant les taux de change historiques. Les gains ou les pertes de change résultant de ces conversions sont inclus dans le coût des ventes, frais de vente et d'administration.

	2011	2010
Gain (perte) de change	718 \$	(348) \$

NOTE 1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La méthode de la juste valeur est utilisée pour comptabiliser aux résultats la rémunération à base d'actions. Cette méthode consiste à enregistrer aux résultats une charge répartie sur la période d'acquisition des droits des options octroyées. Lorsque les options sont exercées, toute contrepartie payée par les employés ainsi que la rémunération correspondante comptabilisée comme surplus d'apport sont créditées au capital-actions.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est fondé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. L'effet dilutif des options d'achat d'actions est déterminé selon la méthode du rachat d'actions.

CRÉDITS D'IMPÔT POUR LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La Société bénéficie de crédits d'impôt pour la recherche et développement relatifs aux frais d'exploitation et aux dépenses en immobilisations. Ces crédits sont comptabilisés en réduction des frais d'exploitation ou des immobilisations.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Subséquemment, les instruments financiers classés comme actifs financiers disponibles à la vente, détenus à des fins de transactions et instruments financiers dérivés, qu'ils fassent partie ou non d'une relation de couverture, doivent être évalués à la juste valeur dans le bilan à chaque date de clôture de l'exercice, tandis que les autres instruments financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du coût effectif.

La Société a effectué les classements suivants :

- Les espèces et quasi-espèces sont considérées comme des actifs détenus à des fins de transactions et sont évaluées à la juste valeur.
- Les débiteurs sont classés comme des prêts et créances et sont évalués au coût après amortissement.
- Le placement de portefeuille est considéré comme disponible à la vente et est évalué au coût puisqu'il n'est pas inscrit sur un marché actif.
- Les autres actifs qui répondent à la définition d'un actif financier sont classés comme des prêts et créances et sont initialement évalués à la juste valeur et subséquemment au coût après amortissement.
- Les emprunts bancaires, les créditeurs et charges à payer, les autres éléments du passif et les dettes à long terme sont classés comme autres passifs et sont évalués au coût après amortissement, à l'exception du passif en lien avec les unités d'actions différées qui sont évaluées à la juste valeur.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur. La variation de la juste valeur relative à la partie efficace de la couverture, lorsque applicable, est constatée dans les autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices.

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans un des trois niveaux hiérarchiques, décrits ci-dessous, pour fins de présentation.

Chacun des niveaux est fondé sur la transparence des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et passifs financiers :

- Niveau 1 – Données correspondant à des prix cotés non ajustés d'instruments identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 – Données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – Données utilisées dans la technique d'évaluation qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché au moment de la détermination de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

NOTE 1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

COUVERTURES

La Société utilise des dérivés de taux d'intérêt pour gérer la combinaison de taux d'intérêts variables à fixes sur la dette bancaire. La Société utilise présentement des couvertures de flux de trésorerie et n'utilise aucune couverture de juste valeur. Pour ses couvertures de flux de trésorerie, la portion efficace de la variation de la juste valeur de l'élément couvert est comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu comparativement à la portion inefficace qui est comptabilisée dans la dépense d'intérêts. Les montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, en lien avec la couverture des flux de trésorerie, sont classifiés dans les résultats nets de la période ou des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte les résultats nets.

CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En 2006, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a publié un nouveau plan stratégique qui affectera significativement les exigences en matière de présentation financière des sociétés canadiennes. Le plan stratégique du CNC décrit la convergence des PCGR du Canada aux normes internationales IFRS au cours d'une période de transition d'environ cinq ans. En février 2008, le CNC a annoncé que la date de basculement des PCGR du Canada actuels aux IFRS, pour les entités publiques, serait 2011. Cette date est valide pour les états financiers intermédiaires et annuels relativement aux exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2011. En conséquence, la Société convergera aux normes internationales IFRS le 1^{er} avril 2011.

NOTE 2 STOCKS

	2011	2010
Produits finis	448 959 \$	372 373 \$
Matières premières, produits en cours et fournitures	213 235	194 381
	662 194 \$	566 754 \$

Le montant de stocks constaté à titre de charge pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011 est de 4 671 311 000 \$ (4 579 330 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2010).

La Société a enregistré une dévaluation des stocks de 3 000 000 \$ (2 109 000 \$ en 2010) qui est incluse dans le montant des stocks constaté à titre de charge au coût des ventes.

NOTE 3 PLACEMENT DE PORTEFEUILLE

La Société détient une participation en actions de 21 % dans Dare Holdings Ltd. (Dare) qui est comptabilisée comme un placement de portefeuille au coût moins l'excédent des dividendes reçus par rapport à la quote-part de la Société dans les résultats nets cumulés. Le 30 juin 2010, la Société a exercé son option demandant à ce que les actions qu'elle détient dans Dare soient rachetées à leur juste valeur marchande conformément aux termes de la convention d'actionnaires établie entre les parties et qui stipule que la juste valeur marchande sera déterminée par un évaluateur indépendant. L'évaluateur a soumis son rapport en mai 2011 et la Société a enregistré une dévaluation de 13,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2011 suite à cette évaluation. La Société a l'intention de contester ce résultat et d'exercer tous les recours et moyens mis à sa disposition par la loi.

NOTE 4 IMMOBILISATIONS

	2011			2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	35 543 \$	- \$	35 543 \$	38 920 \$	- \$	38 920 \$
Bâtiments	394 883	104 417	290 466	382 480	92 164	290 316
Mobilier, machinerie et équipement	1 295 769	606 595	689 174	1 242 504	543 674	698 830
Matériel roulant	7 538	5 353	2 185	13 117	8 435	4 682
Destinées à la vente	9 782	-	9 782	6 008	-	6 008
	1 743 515 \$	716 365 \$	1 027 150 \$	1 683 029 \$	644 273 \$	1 038 756 \$

Au cours de l'exercice, la dépense d'amortissement relativement aux immobilisations a totalisé 99 709 000 \$ (105 609 000 \$ en 2010).

L'an passé, une dévaluation des immobilisations pour un montant de 2 603 000 \$ a été comptabilisée relativement à une fermeture d'usine ainsi qu'une consolidation des activités de distribution dans le Secteur Produits laitiers CEA et a été incluse dans la dépense d'amortissement.

La valeur comptable nette des immobilisations en cours de construction totalisait 38 056 000 \$ au 31 mars 2011 (46 271 000 \$ au 31 mars 2010); ces immobilisations sont principalement constituées de machinerie et d'équipement.

Les actifs destinés à la vente ont trait principalement à des terrains et des bâtiments au Canada et aux États-Unis en raison de la fermeture de certaines usines.

NOTE 5 ÉCART D'ACQUISITION, MARQUES DE COMMERCE ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

	2011			2010		
	Secteur Produits laitiers	Secteur Produits d'épicerie	Total	Secteur Produits laitiers	Secteur Produits d'épicerie	Total
Écart d'acquisition						
Solde au début de l'exercice	547 265 \$	169 430 \$	716 695 \$	590 853 \$	169 430 \$	760 283 \$
Écart de conversion	(14 423)	-	(14 423)	(64 328)	-	(64 328)
Acquisitions d'entreprises (note 15)	145 558	-	145 558	20 740	-	20 740
Total de l'écart d'acquisition	678 400 \$	169 430 \$	847 830 \$	547 265 \$	169 430 \$	716 695 \$
Marques de commerce						
Solde au début de l'exercice	251 052 \$	2 000 \$	253 052 \$	255 955 \$	2 000 \$	257 955 \$
Écart de conversion	(1 056)	-	(1 056)	(4 903)	-	(4 903)
Acquisitions d'entreprises (note 15)	11 233	-	11 233	-	-	-
Solde à la fin de l'exercice	261 229 \$	2 000 \$	263 229 \$	251 052 \$	2 000 \$	253 052 \$
Autres actifs incorporels						
Solde au début de l'exercice	63 561 \$	- \$	63 561 \$	69 561 \$	- \$	69 561 \$
Écart de conversion	(299)	-	(299)	(817)	-	(817)
Acquisitions d'entreprises (note 15)	17 670	-	17 670	111	-	111
Amortissement	(5 123)	-	(5 123)	(5 294)	-	(5 294)
Solde à la fin de l'exercice	75 809 \$	- \$	75 809 \$	63 561 \$	- \$	63 561 \$
Total des marques de commerce et autres actifs incorporels	337 038 \$	2 000 \$	339 038 \$	314 613 \$	2 000 \$	316 613 \$

Au 31 mars 2011, la valeur comptable brute des autres actifs incorporels est de 88 701 000 \$ (71 479 000 \$ en 2010) et l'amortissement cumulé est de 12 892 000 \$ (7 918 000 \$ en 2010).

NOTE 6 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2011	2010
Actifs nets au titre des régimes de retraite (note 16)	68 597 \$	64 451 \$
Taxes à recevoir	12 148	15 893
Autres	6 933	9 928
	87 678 \$	90 272 \$

NOTE 7 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires non garantis comme suit :

Facilités de crédit	Échéance	Disponible pour utilisation			Montant utilisé	
		Équivalent en devise		Devise de base	2011	2010
		canadienne				
Amérique du Nord-Devise US	¹ Décembre 2012	145 440	150 000	USD	9 015 \$	- \$
Amérique du Nord-Devise CAD	¹ Décembre 2012	358 752	370 000	USD	135 000	30 000
Argentine	² Annuel	84 024	359 538	ARS	23 270	28 213
Allemagne	³ Annuel	6 891	5 000	EUR	3 304	-
Royaume-Uni	³ Annuel	10 917	7 000	BPS	-	3 359
		606 024			170 589 \$	61 572 \$

¹ Portent mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 0,25 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majorés de 0,50 % jusqu'à un maximum de 1,125 %, selon un ratio financier de la Société.

² Portent mensuellement intérêt au taux local et peuvent être utilisées en ARS ou en dollar US.

³ Portent mensuellement intérêt au taux de base majoré de 1,50 % ou LIBOR-EURIBOR majoré de 1,50 %.

NOTE 8 DETTE À LONG TERME

	2011	2010
Effets de premier rang non garantis ¹		
8,41 %, émis en novembre 1999 et échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	48 480 \$	50 790 \$
5,34 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2014	110 000	110 000
5,82 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2016	220 000	220 000
	378 480 \$	380 790 \$

Les versements de capital sont les suivants :

	2011	2010
Moins de un an	- \$	- \$
1 à 2 ans	-	-
2 à 3 ans	-	-
3 à 4 ans	158 480	-
4 à 5 ans	-	160 790
Plus de 5 ans	220 000	220 000
	378 480 \$	380 790 \$

¹ Les paiements d'intérêts sont semi-annuels.

NOTE 9 AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2011	2010
Avantages sociaux futurs (note 16)	9 092 \$	9 256 \$
Autres	2 582	438
	11 674 \$	9 694 \$

NOTE 10 CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont votantes et participantes. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, les modalités et les privilèges de chaque série devant être établis au moment de leur émission.

	2011	2010
ÉMIS		
203 830 505 actions ordinaires (207 425 823 en 2010)	617 675 \$	584 749 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2011, 2 280 457 actions ordinaires (1 758 740 en 2010) ont été émises pour un montant de 40 375 000 \$ (26 008 000 \$ en 2010) en vertu du régime d'options d'achat d'actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1^{er} avril 2002, le montant comptabilisé auparavant comme une augmentation du surplus d'apport a été transféré au capital-actions à l'exercice de ces options. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, le montant transféré du surplus d'apport s'élève à 9 831 000 \$ (7 075 000 \$ en 2010).

Dans le cadre d'un programme de rachat dans le cours normal des activités, commencé le 13 novembre 2009 et venu à échéance le 12 novembre 2010, la Société pouvait acheter, à des fins d'annulation, un maximum de 10 322 467 actions ordinaires. Dans le cadre d'un nouveau programme de rachat dans le cours normal des activités commencé le 15 novembre 2010 et venant à échéance le 14 novembre 2011, la Société peut acheter, à des fins d'annulation, un maximum de 10 315 947 actions ordinaires. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2011, la Société a acheté 5 875 775 actions ordinaires, à des prix variant entre 31,90 \$ et 43,50 \$ l'action, dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, d'un montant de 200 616 000 \$ a été imputé aux bénéfices non répartis. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010, la Société a acheté 1 420 200 actions ordinaires, à des prix variant entre 24,10 \$ et 29,99 \$ l'action, dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, d'un montant de 34 201 000 \$ a été imputé aux bénéfices non répartis. Au 31 mars 2011, 68 900 des actions rachetées, ayant une valeur comptable de 207 816 \$ et un prix de rachat de 2 992 151 \$, étaient détenues par la Société et ont été annulées après la fin de l'exercice.

RÉGIME D'OPTION D'ACHAT D'ACTIONS

La Société a mis sur pied un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés, des dirigeants et des administrateurs de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 28 000 000 actions. Au 31 mars 2011, 12 553 120 actions ordinaires sont exerçables en vertu de ce régime. Le prix d'exercice de chaque option octroyée avant le 31 juillet 2007 correspond au cours de clôture des actions de la Société la journée précédant la date d'octroi. Après cette date, les options peuvent être exercées à un prix qui ne peut être inférieur à la moyenne pondérée du cours de clôture des actions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi. Ces options sont acquises à raison de 20 % par année et expirent dix ans après la date de leur octroi.

Les options émises et en circulation à la fin de l'exercice sont les suivantes :

Périodes d'octroi	2011		2010	
	Prix d'exercice	Nombre d'options	Nombre d'options exerçables	Nombre d'options exerçables
2001	6,75 \$	-	-	33 644
2002	9,50 \$	-	-	182 307
2003	15,18 \$	155 836	155 836	322 158
2004	11,25 \$	347 719	347 719	572 238
2005	16,53 \$	429 057	429 057	670 588
2006	18,08 \$	562 285	562 285	1 011 254
2007	16,35 \$	995 661	627 321	1 412 668
2008	23,09 \$	1 194 394	586 770	1 502 581
2009	27,81 \$	1 293 413	420 660	1 522 354
2010	21,40 \$	1 964 091	254 057	2 183 958
2011	29,32 \$	1 731 782	-	-
		8 674 238	3 383 705	9 413 750
				4 003 019

NOTE 10 CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Le nombre d'options en circulation a varié de la façon suivante :

	2011		2010	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	9 413 750	20,13 \$	9 128 841	16,93 \$
Options octroyées	1 753 233	29,32 \$	2 232 039	21,40 \$
Options levées	(2 280 457)	17,70 \$	(1 758 740)	14,78 \$
Options annulées	(212 288)	20,61 \$	(188 390)	20,91 \$
Solde à la fin de l'exercice	8 674 238	22,62 \$	9 413 750	20,13 \$

Le prix d'exercice des options octroyées durant l'exercice 2011 est de 29,32 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi (21,40 \$ en 2010).

La juste valeur des options octroyées durant de l'exercice 2011 a été estimée à 5,49 \$ par option (3,26 \$ en 2010) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2011	2010
Taux d'intérêt sans risque	2,6%	1,9%
Durée prévue des options	5 ans	5 ans
Volatilité	20,7%	19,1%
Taux de dividendes	1,6%	2,0%

Une charge de rémunération de 8 375 000 \$ (7 538 000 \$ après impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée dans le coût des ventes, frais de vente et d'administration pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 et de 8 060 000 \$ (7 224 000 \$ après impôts sur les bénéfices) pour l'exercice terminé le 31 mars 2010.

Des options visant l'acquisition de 1 244 780 actions ordinaires à un prix de 43,22 \$ l'action ont été octroyées le 1^{er} avril 2011.

RÉGIME D'OCTROI D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES À L'INTENTION DES ADMINISTRATEURS

Conformément au régime d'unités d'actions différées, tous les administrateurs admissibles de la Société ont reçu annuellement un nombre fixe d'unités d'actions différées qui ont été octroyées sur une base trimestrielle. Les administrateurs peuvent choisir de recevoir une somme en espèces ou des unités d'actions différées comme rémunération. Le nombre d'unités émises à chaque administrateur est basé sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société à chaque date d'octroi. Suivant la cessation des fonctions d'un administrateur de la Société, un paiement en espèces égal à la valeur de marché des unités d'actions différées accumulées sera versé. Le passif lié à ces unités est ajusté en multipliant le nombre d'unités en circulation par la valeur de marché des actions ordinaires à la fin de l'exercice de la Société. La variation du passif est enregistrée comme une charge au coût des ventes, frais de vente et d'administration par la Société.

	2011		2010	
	Unités	Passif	Unités	Passif
Solde au début de l'exercice	181 398	5 623 \$	146 063	3 385 \$
Octroi annuel	20 000	744	20 000	549
Rémunération du conseil	18 836	688	15 335	415
Augmentation en raison de la variation du prix des actions	-	3 022	-	1 274
Solde à la fin de l'exercice	220 234	10 077 \$	181 398	5 623 \$

NOTE 11 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	Solde au 1 ^{er} avril 2010	Changements nets produits durant l'exercice	Solde au 31 mars 2011
(Pertes) gains nets non réalisés sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(188 045) \$	(58 159) \$	(246 204) \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(188 045) \$	(58 159) \$	(246 204) \$

	Solde au 1 ^{er} avril 2009	Changements nets produits durant l'exercice	Solde au 31 mars 2010
Gains (pertes) nets non réalisés sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	17 482 \$	(205 527) \$	(188 045) \$
Pertes sur les éléments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie liés aux intérêts, nettes d'impôts	(1 263)	1 263	-
Cumul des autres éléments du résultat étendu	16 219 \$	(204 264) \$	(188 045) \$

NOTE 12 AUTRES INTÉRÊTS

	2011	2010
Charges	1 635 \$	5 216 \$
Revenus	(972)	(55)
	663 \$	5 161 \$

NOTE 13 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices se détaille comme suit :

	2011	2010
Impôts exigibles	143 759 \$	140 915 \$
Impôts futurs	52 956	19 874
	196 715 \$	160 789 \$

Rapprochement des impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi, et de la charge d'impôts sur les bénéfices présentée dans les états des résultats :

	2011	2010
Impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi de 27,58 % (29,52 % en 2010)	178 661 \$	160 434 \$
Écarts attribuables aux éléments suivants :		
Incidence des taux d'imposition de filiales étrangères	23 136	10 693
Modification des lois fiscales et des taux d'imposition	(1 083)	(2 225)
Bénéfice découlant de placements dans les filiales	(12 908)	(14 202)
Rémunération à base d'actions	1 900	1 838
Effet des pertes fiscales reportables	858	1 443
Autres	6 151	2 808
Charge d'impôts sur les bénéfices	196 715 \$	160 789 \$

L'incidence fiscale d'écarts temporaires et autres items qui donnent lieu à une partie importante de l'actif et du passif d'impôts futurs se présente comme suit :

	2011	2010
Actifs d'impôts futurs		
Créditeurs et charges à payer	15 144 \$	14 451 \$
Pertes fiscales	21 425	230
Placement de portefeuille	-	743
Autres	5 428	7 660
	41 997 \$	23 084 \$

	2011	2010
Passif d'impôts futurs		
Stocks	22 137 \$	3 706 \$
Immobilisations	130 897	109 230
Actif net au titre des régimes de retraite	16 605	15 203
Placement de portefeuille	971	-
Autres éléments d'actif	3 580	19 063
Dettes à long terme	2 500	2 500
	176 690 \$	149 702 \$

Présentés dans les bilans à titre de :

	2011	2010
Actif d'impôts futurs à court terme	20 300 \$	22 302 \$
Actif d'impôts futurs à long terme	50 515	3 394
Passif d'impôts futurs à court terme	(28 199)	(8 639)
Passif d'impôts futurs à long terme	(177 309)	(143 675)
Passif d'impôts futurs, net	(134 693) \$	(126 618) \$

Au 31 mars 2011, en plus des pertes fiscales enregistrées, la Société possède des pertes fiscales non enregistrées d'approximativement 19 331 000 \$ (17 984 000 \$ en 2010) qui peuvent être utilisées afin de réduire les bénéfices imposables des années futures des filiales étrangères. Ces pertes peuvent être reportées indéfiniment.

NOTE 14 RÉSULTAT PAR ACTION

	2011	2010
Bénéfice net	451 119 \$	382 714 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	205 974 018	206 987 839
Options dilutives	2 821 608	1 857 080
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	208 795 626	208 844 919
Bénéfice de base par action	2,19 \$	1,85 \$
Bénéfice dilué par action	2,16 \$	1,83 \$

Lors du calcul du résultat dilué par action, 1 753 233 options octroyées le 1^{er} avril 2010 ont été exclues du calcul des trois premiers mois de l'exercice 2011 en raison de leur prix d'exercice supérieur à leur valeur de marché moyenne (1 618 484 options octroyées le 1^{er} avril 2007 et 1 573 027 options octroyées le 1^{er} avril 2008 ont été exclues du calcul des trois et six premiers mois de l'exercice 2010, respectivement).

Les actions rachetées au cours de l'exercice 2011, dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités, ont été exclues du calcul du résultat par action à la date de rachat.

NOTE 15 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Le 25 mars 2011, la Société a complété l'acquisition de la totalité des actions en circulation de Fairmount Cheese Holdings, la société-mère de DCI Cheese Company, Inc. La répartition finale du prix d'acquisition sera terminée au cours du prochain exercice.

Le 20 juillet 2009, la Société a complété l'acquisition des activités de F&A Dairy of California, Inc.

		31 mars 2011	31 mars 2010
		DCI Cheese Company, Inc.	F&A Dairy of California, Inc.
Actifs acquis	Encaisse	660 \$	- \$
	Débiteurs	32 003	-
	Stocks	51 700	3 860
	Frais payés d'avance	1 333	-
	Immobilisations	10 800	24 902
	Écart d'acquisition	145 558	20 740
	Marques de commerce et autres actifs incorporels	28 903	111
	Impôts futurs	48 112	-
Passifs pris en charge	Créditeurs et charges à payer	41 450	-
	Autres éléments de passif	2 754	-
Actifs nets acquis		274 865 \$	49 613 \$
Contrepartie	En espèces	267 337 \$	49 613 \$
	Balance à payer	7 528	-
	Contrepartie totale	274 865 \$	49 613 \$

NOTE 16 RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées ainsi que d'autres avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés et retraités admissibles.

En vertu des dispositions des régimes à prestations déterminées, les prestations sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des dernières années de service. Une partie des cotisations est assurée par les employés et l'autre par des cotisations de la Société, établies suivant les conseils d'actuaire indépendants. Des évaluations actuarielles ont été complétées en décembre 2010, couvrant 79 % des obligations de ce type de régime. La date de mesure des actifs et des passifs des régimes de retraite est le 31 décembre.

Les régimes à cotisations déterminées prévoient le versement d'une cotisation annuelle donnant droit à une pension pour chaque employé participant.

L'actif des régimes à prestations déterminées est détenu par des fiducies indépendantes et au 31 décembre 2010 se compose à 2 % d'encaisse et placements à court terme, à 47 % de titres à revenus fixes et à 51 % d'actions de sociétés canadiennes, américaines et étrangères. Pour le moment, la Société ne prévoit pas de changement majeur dans la composition de l'actif. Au 31 décembre 2009, l'actif du régime était composé à 1 % d'encaisse et placements à court terme, à 51 % de titres à revenus fixes et à 48 % d'actions de sociétés canadiennes, américaines et étrangères.

SITUATION FINANCIÈRE DES RÉGIMES

	2011		2010	
	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres régimes d'avantages sociaux	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres régimes d'avantages sociaux
Évolution de l'obligation au titre des prestations constituées				
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	199 374 \$	10 595 \$	169 680 \$	11 330 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5 070	32	4 573	24
Frais d'intérêts	11 637	561	12 302	705
Prestations versées	(15 566)	(707)	(13 689)	(1 037)
Pertes (gains) actuariels	9 092	106	27 325	(43)
Gain de change	(198)	(33)	(817)	(384)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	209 409	10 554	199 374	10 595
Évolution de la juste valeur de l'actif des régimes				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	183 628	-	166 708	-
Rendement réel de l'actif des régimes	14 832	-	23 847	-
Cotisations patronales	8 638	700	6 264	1 037
Cotisations salariales	935	180	1 046	-
Prestations versées	(15 566)	(880)	(13 689)	(1 037)
Perte de change	(131)	-	(548)	-
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	192 336	-	183 628	-
Situation de capitalisation				
Déficit, à la fin de l'exercice	(17 073)	(10 554)	(15 746)	(10 595)
Pertes actuarielles non amorties	87 169	969	83 889	608
Coût des services passés non amorti	544	108	645	139
Provision pour moins-value	(425)	-	(295)	-
(Actif) obligation transitoire non amorti	(4 126)	385	(5 282)	581
Actif (passif) à la date de mesure	66 089	(9 092)	63 211	(9 267)
Cotisations patronales entre la date de mesure et la fin de l'exercice	2 508	-	1 240	11
Actif (passif) net comptabilisé au bilan	68 597 \$	(9 092) \$	64 451 \$	(9 256) \$

Tous les régimes de retraite à prestations déterminées présentent des obligations au titre des prestations constituées supérieures à l'actif net des régimes.

NOTE 16 RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (SUITE)

CHARGE AU TITRE DES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

	2011		2010	
	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres régimes d'avantages sociaux	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres régimes d'avantages sociaux
Régimes à prestations déterminées				
Coût des services courants pour l'employeur	4 135 \$	32 \$	3 526 \$	24 \$
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	11 637	562	12 302	705
Rendement réel de l'actif des régimes	(14 832)	-	(23 847)	-
Pertes (gains) actuariels	9 092	106	27 325	(131)
Compression des régimes	-	-	87	104
Charge au titre des régimes avant ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût	10 032	700	19 393	702
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel de l'actif des régimes	1 576	-	10 075	-
Écart entre l'amortissement du coût des services passés et les modifications des régimes pour l'exercice	101	31	121	31
Écart entre les pertes actuarielles nettes constatées et les pertes actuarielles réelles sur l'obligation au titre des prestations constituées	(4 941)	(302)	(25 692)	41
Amortissement de l'(actif) obligation transitoire	(1 156)	196	(1 155)	196
Charge au titre des régimes à prestations déterminées avant la provision pour moins-value	5 612	625	2 742	970
Provision pour moins-value	130	-	(264)	-
Charge au titre des régimes à prestations déterminées	5 742	625	2 478	970
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées	17 781	-	17 997	-
Total de la charge au titre des régimes d'avantages sociaux	23 523 \$	625 \$	20 475 \$	970 \$

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, la charge totale de la Société au titre des régimes d'avantages sociaux s'est élevée à 24 148 000 \$ (21 445 000 \$ en 2010) et la cotisation totale versée par la Société s'est chiffrée à 27 119 000 \$ (25 298 000 \$ en 2010).

Aux fins de détermination de la charge au titre des régimes de retraite, l'actif des régimes a été lissé. La méthode utilisée afin de déterminer la valeur lissée de l'actif reconnaît les gains et pertes sur une période de cinq ans, à un taux de 20 % par année. Ces gains et pertes représentent la différence entre les rendements réels et les rendements espérés à long terme de la caisse. Cette méthode vise à limiter les fluctuations à court terme des marchés financiers.

Hypothèses moyennes pondérées

Pour calculer l'obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice :				
Taux d'actualisation	5,49%	5,46%	6,00%	5,93%
Taux de croissance de la rémunération	3,00%	3,00%	3,50%	3,50%
Pour calculer la charge au titre des régimes d'avantages sociaux :				
Taux d'actualisation	6,00%	5,93%	7,47%	6,68%
Taux de rendement à long terme prévu de l'actif des régimes	6,75%	s.o.	6,76%	s.o.
Taux de croissance de la rémunération	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%

Aux fins de calcul, le taux de croissance annuel hypothétique des coûts liés à l'assurance-maladie, à l'assurance-vie et aux soins dentaires a été fixé entre 4,16 % et 11,0 % pour l'exercice 2012 et devrait diminuer graduellement pour atteindre 4,74 % en 2016. En comparaison, durant la période précédente, ce taux annuel a été fixé entre 5,5 % et 11,0 % pour l'exercice 2011 et devait diminuer graduellement pour atteindre 5,25 % en 2015.

NOTE 17 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

CONTRATS DE LOCATION

La Société exerce certaines de ses activités dans des locaux loués et est également liée en vertu de contrats de location pour de l'équipement et du matériel roulant. Les loyers minimaux exigibles, pour les exercices futurs, s'établissent comme suit :

Moins de un an	15 978 \$
1 à 2 ans	13 339
2 à 3 ans	12 037
3 à 4 ans	10 045
4 à 5 ans	8 738
Plus de 5 ans	23 447
	83 584 \$

La Société garantit à certains bailleurs une tranche de la valeur résiduelle de certains actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation dont les derniers viennent à échéance en 2017. Si la valeur de marché des actifs loués, à l'échéance de leur contrat de location-exploitation respectif, est inférieure à la valeur résiduelle garantie, la Société est tenue d'indemniser les bailleurs pour le manque à gagner, sous réserve de certaines conditions, jusqu'à concurrence d'une valeur maximale. La Société est d'avis que le montant d'indemnisation potentiel n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

RÉCLAMATIONS

La Société est défenderesse dans certaines réclamations dans le cours normal de ses activités. De plus, la Société est défenderesse dans certaines réclamations et/ou avis de cotisations des autorités fiscales dans différentes juridictions. La Société est d'avis que le règlement final de ces réclamations et/ou avis de cotisations n'aura aucune incidence importante sur ses résultats ni sur sa situation financière.

INDEMNISATIONS

De temps à autre, la Société fournit des indemnités à des tierces parties dans le cours normal de ses activités, dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs. Ces clauses d'indemnisation peuvent toucher des violations de représentations et de garanties, de même que des réclamations futures à l'égard de certaines obligations, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Les modalités de ces clauses d'indemnisation sont de durées variées. Au 31 mars 2011, étant donné que la nature et le montant de ces indemnités dépendaient d'événements futurs, la Société n'était pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable le paiement éventuel maximal qu'elle peut être tenue de verser en vertu de ces ententes. La Société n'a versé aucun paiement d'indemnisation important par le passé et, aux 31 mars 2011 et 2010, elle n'a comptabilisé aucun passif lié à ces indemnités.

NOTE 18 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société reçoit des biens et services de sociétés qui sont sous influence notable de son actionnaire principal ou fournit des biens et services à ces sociétés. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités et elles ont été comptabilisées à la valeur d'échange qui correspond à la juste valeur, qui est la valeur marchande de transactions similaires.

Les biens et services reçus sont les suivants :

	2011	2010
Frais de location, de déplacement, de transport et de logement	3 160 \$	3 785 \$
Frais de gestion pour la rémunération du président du conseil d'administration	500	500
	3 660 \$	4 285 \$

Les biens et services fournis sont les suivants :

	2011	2010
Produits laitiers et services fournis par la Société	382 \$	384 \$

Il y a un montant dû par la Société de 63 000 \$ en relation avec ces transactions au 31 mars 2011 (61 000 \$ en 2010).

NOTE 19 INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal des activités, la Société utilise plusieurs instruments financiers qui, de par leur nature, impliquent certains risques dont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. Le risque de marché inclut le risque de prix (dont le risque de prix des marchandises), le risque de taux de change ainsi que le risque de taux d'intérêt. Ces instruments financiers font l'objet de conditions habituelles de crédit, de contrôles financiers, de gestion du risque ainsi que de procédures de contrôle.

RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui sont assujettis à une concentration du risque de crédit pour la Société sont les quasi-espèces et les débiteurs.

Les quasi-espèces sont principalement composées de dépôts à court terme. Aucune quasi-espèce n'est constituée d'actifs soutenus par du papier commercial. La Société a déposé les quasi-espèces auprès d'institutions financières réputées.

La Société fournit du crédit à ses clients dans le cours normal des activités. Des évaluations de crédit sont effectuées sur une base régulière et les états financiers tiennent compte d'une provision pour créances douteuses.

La Société considère qu'elle est exposée à un faible risque de concentration de crédit en lien avec des débiteurs des clients, compte tenu de la diversité et l'ampleur de sa clientèle et de sa diversité géographique. Il n'y avait aucun compte à recevoir supérieur à 10 % du solde total des débiteurs aux 31 mars 2011 et 2010.

La provision pour créances douteuses ainsi que les débiteurs échus sont revus par la direction à toutes les dates de bilan. La Société révisé l'estimation de sa provision pour créances douteuses en fonction de la recouvrabilité des débiteurs en fonction du solde de chaque client en considérant l'historique et les tendances des comptes échus. Les débiteurs sont radiés une fois déterminés comme étant non recouvrables.

En moyenne, 10 % des débiteurs de la Société sont considérés comme échus au-delà des termes standards, mais ne sont pas dépréciés. La valeur comptable des débiteurs est réduite par la provision pour créances douteuses et le montant de la perte est comptabilisé dans l'état des résultats dans les dépenses des coûts des ventes, frais de vente et d'administration. Les recouvrements subséquents de montants radiés antérieurement sont portés en diminution des coûts des ventes, frais de ventes et d'administration dans l'état des résultats. Cependant, la direction ne croit pas que ces provisions soient significatives.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières aux moments requis. La Société gère ses liquidités en fonction de sa gestion du capital ainsi que de son levier financier, tel que mentionné à la note 20 relativement à la gestion du capital. De plus, la direction gère le risque de liquidité en analysant continuellement les flux de trésorerie projetés et actuels. Le conseil d'administration révisé et approuve les budgets opérationnels et les dépenses en capital de la Société ainsi que toutes transactions significatives qui ne sont pas effectuées dans le cours normal des activités.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Les emprunts bancaires portent intérêt à des taux variables. Les effets de premier rang possèdent un taux fixe, donc il n'y a aucun risque d'intérêt.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011, la dépense d'intérêt sur la dette à long terme totalise 23 211 000 \$ (29 901 000 \$ au 31 mars 2010). Le montant d'intérêts courus au 31 mars 2011 représente 6 588 000 \$ (6 660 000 \$ au 31 mars 2010).

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt de par ses obligations financières portant intérêts à des taux variables.

Au 31 mars 2011, le montant net exposé aux fluctuations à court terme des taux est d'approximativement 170 600 000 \$. Selon cette exposition, une augmentation de 1 point de pourcentage du taux d'intérêt aurait un impact défavorable d'approximativement 1 200 000 \$ sur le bénéfice net, il y aurait une incidence égale et inverse pour une diminution de 1 point de pourcentage.

NOTE 19 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUE DE TAUX DE CHANGE

La Société exerce ses activités dans différents pays et est donc exposée au risque de change découlant de transactions en différentes devises. Le risque de change provient principalement de transactions commerciales futures qui sont transigées en devises qui ne sont pas la devise opérationnelle standard de la Société faisant partie de la transaction. La Société a des contrats en devises étrangères en date du bilan pour l'achat de 600 000 euros (2 300 000 euros et 4 000 000 dollars US en 2010).

La Société est principalement touchée par la variation du dollar américain. Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat étendu de la Société à une dépréciation de 1 % du dollar canadien par rapport au dollar américain. Pour une appréciation de 1 % du dollar canadien par rapport au dollar américain, il y aurait une incidence égale et inverse sur le bénéfice net et le résultat étendu.

	2011	2010
Variation du bénéfice net	1 290 \$	895 \$
Variation du résultat étendu	11 187 \$	10 004 \$

RISQUE LIÉ AUX PRIX DES MARCHANDISES

La Société conclut occasionnellement des contrats afin de se couvrir contre la variation du prix des marchandises. À la date du bilan, les contrats en cours ont une juste valeur positive approximative de 2 631 000 \$ (juste valeur négative de 1 119 000 \$ en 2010). La Société n'utilise pas de couverture comptable pour ces transactions.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers ayant des échéances à court terme correspond à leur valeur comptable. Ces instruments financiers incluent les espèces et quasi-espèces, les débiteurs, les emprunts bancaires, les créditeurs et les autres charges à payer. Le tableau ci-dessous montre les justes valeurs et les valeurs comptables des autres instruments financiers aux 31 mars 2011 et 2010. Les justes valeurs sont déterminées selon des estimations, par conséquent, elles ne doivent pas être interprétées comme étant réalisables dans l'éventualité d'un règlement des instruments.

	2011		2010	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Autres actifs répondant à la définition d'un instrument financier	1 443 \$	1 469 \$	1 516 \$	1 538 \$
Dette à long terme	416 304	378 480	420 922	380 790
Swaps de taux d'intérêts	-	-	(372)	(372)
Contrats de change à terme	(5)	(5)	(247)	(247)

Le tableau qui suit présente le sommaire des instruments financiers évalués à la juste valeur dans le bilan consolidé au 31 mars 2011, classés selon la hiérarchie présentée à la note 1.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Espèces et quasi-espèces	77 491 \$	- \$	- \$	77 491 \$
Unités d'actions différées	10 077	-	-	10 077
	87 568 \$	- \$	- \$	87 568 \$

Les justes valeurs des autres actifs, de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés sont établies à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie basés sur les données du marché à la date de bilan et sont aussi obtenues des institutions financières. Lorsque cela est possible, ces modèles utilisent des données observables fondées sur le marché, y compris les courbes de rendement des taux d'intérêt, la volatilité de certains prix ou taux et les écarts de taux. Dans certains cas, aucune donnée observable fondée sur le marché n'est disponible; dans ces cas, les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur sont fondées sur le jugement. La Société n'utilise pas de données non observables qui pourraient avoir une incidence importante sur l'évaluation de l'ensemble de la juste valeur. Les estimations des justes valeurs dépendent dans une large mesure des hypothèses formulées incluant le montant et l'échelonnement des flux de trésorerie estimatifs futurs ainsi que des taux d'actualisation. Les opérations sur dérivés de la Société sont comptabilisées sur la base de juste valeur.

NOTE 20 GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en termes de gestion du capital est de s'assurer que la Société possède suffisamment de liquidités pour poursuivre sa stratégie de croissance et ainsi pouvoir effectuer des acquisitions précises tout en conservant une approche conservatrice en termes de levier financier et de gestion du risque financier. Un objectif additionnel est de fournir un rendement sur investissement adéquat aux actionnaires. De plus, la Société croit que le rachat de ses propres actions peut représenter, en certaines circonstances, une utilisation judicieuse de son capital.

Le capital de la Société est composé de dette nette et de capitaux propres. La dette nette est composée d'emprunts bancaires ainsi que d'une dette portant intérêt, net des espèces et quasi-espèces. L'utilisation principale du capital de la Société est de financer les acquisitions.

La mesure principale utilisée par la Société pour gérer son levier financier est le ratio de la dette nette sur les capitaux propres. Aux 31 mars 2011 et 2010, le ratio de la dette nette sur les capitaux propres s'établissait comme suit :

	2011	2010
Emprunts bancaires	170 589 \$	61 572 \$
Dette à long terme	378 480	380 790
Espèces et quasi-espèces	(77 491)	(54 819)
Dette nette	471 578 \$	387 543 \$
Capitaux propres	2 125 641 \$	2 028 598 \$
Dette nette sur les capitaux propres	0,22:1	0,19:1

La Société dispose de facilités de crédit qui nécessitent une revue trimestrielle des ratios financiers et au 31 mars 2011, la Société respecte ses ratios.

La Société n'est assujettie à aucune exigence de la part d'un organisme de réglementation.

NOTE 21 INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans deux secteurs : le Secteur Produits laitiers et le Secteur Produits d'épicerie.

Le Secteur Produits laitiers comprend principalement la fabrication et la distribution de fromage, de lait nature et d'ingrédients laitiers. Les activités de ce secteur sont exercées au Canada, en Europe, en Argentine (CEA) et aux États-Unis (USA).

Le Secteur Produits d'épicerie représente les activités de fabrication et de distribution, principalement de petits gâteaux.

Ces secteurs sont gérés distinctement puisque chaque secteur d'activité représente une unité d'affaires stratégique qui offre différents produits et qui dessert différents marchés. La Société évalue la performance en fonction du bénéfice d'exploitation géographique et du bénéfice d'exploitation des secteurs d'activité pris isolément.

Les conventions comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 1 portant sur les principales conventions comptables. La Société n'effectue pas de ventes intersectorielles.

NOTE 21 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Information par secteur d'activité

	2011			2010		
	CEA	USA	Total	CEA	USA	Total
Revenus ¹						
Produits laitiers	3 837 188 \$	2 046 993 \$	5 884 181 \$	3 745 930 \$	1 906 189 \$	5 652 119 \$
Produits d'épicerie	141 289	-	141 289	158 463	-	158 463
	3 978 477 \$	2 046 993 \$	6 025 470 \$	3 904 393 \$	1 906 189 \$	5 810 582 \$
Bénéfice avant intérêts, amortissement, dévaluation et impôts sur les bénéfices						
Produits laitiers	490 143 \$	287 446 \$	777 589 \$	457 895 \$	218 375 \$	676 270 \$
Produits d'épicerie	12 551	-	12 551	15 801	-	15 801
	502 694 \$	287 446 \$	790 140 \$	473 696 \$	218 375 \$	692 071 \$
Amortissement						
Produits laitiers	52 582 \$	44 410 \$	96 992 \$	54 843 \$	49 844 \$	104 687 \$
Produits d'épicerie	7 840	-	7 840	8 819	-	8 819
	60 422 \$	44 410 \$	104 832 \$	63 662 \$	49 844 \$	113 506 \$
Bénéfice d'exploitation						
Produits laitiers	437 561 \$	243 036 \$	680 597 \$	403 052 \$	168 531 \$	571 583 \$
Produits d'épicerie	4 711	-	4 711	6 982	-	6 982
	442 272 \$	243 036 \$	685 308 \$	410 034 \$	168 531 \$	578 565 \$
Dévaluation du placement de portefeuille			13 600			-
Intérêts, nets			23 874			35 062
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices			647 834			543 503
Impôts sur les bénéfices			196 715			160 789
Bénéfice net			451 119 \$			382 714 \$

¹ Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.

NOTE 21 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Information géographique

	2011				2010			
	Canada	Argentine et Europe	États-Unis	Total	Canada	Argentine et Europe	États-Unis	Total
Revenus ¹								
Produits laitiers	3 440 326 \$	396 862 \$	2 046 993 \$	5 884 181 \$	3 441 501 \$	304 429 \$	1 906 189 \$	5 652 119 \$
Produits d'épicerie	141 289	-	-	141 289	158 463	-	-	158 463
	3 581 615 \$	396 862 \$	2 046 993 \$	6 025 470 \$	3 599 964 \$	304 429 \$	1 906 189 \$	5 810 582 \$
Total de l'actif								
Produits laitiers	1 757 040 \$	219 580 \$	1 409 578 \$	3 386 198 \$	1 648 241 \$	190 868 \$	1 142 115 \$	2 981 224 \$
Produits d'épicerie	278 111	-	-	278 111	272 227	-	-	272 227
	2 035 151 \$	219 580 \$	1 409 578 \$	3 664 309 \$	1 920 468 \$	190 868 \$	1 142 115 \$	3 253 451 \$
Valeur comptable nette des immobilisations								
Produits laitiers	435 603 \$	69 668 \$	482 062 \$	987 333 \$	426 913 \$	76 460 \$	497 636 \$	1 001 009 \$
Produits d'épicerie	39 817	-	-	39 817	37 747	-	-	37 747
	475 420 \$	69 668 \$	482 062 \$	1 027 150 \$	464 660 \$	76 460 \$	497 636 \$	1 038 756 \$
Ajouts aux immobilisations								
Produits laitiers	50 581 \$	5 900 \$	44 661 \$	101 142 \$	32 050 \$	5 597 \$	63 585 \$	101 232 \$
Produits d'épicerie	10 958	-	-	10 958	5 644	-	-	5 644
	61 539 \$	5 900 \$	44 661 \$	112 100 \$	37 694 \$	5 597 \$	63 585 \$	106 876 \$
Écart d'acquisition								
Produits laitiers	269 064 \$	358 \$	408 978 \$	678 400 \$	269 064 \$	365 \$	277 836 \$	547 265 \$
Produits d'épicerie	169 430	-	-	169 430	169 430	-	-	169 430
	438 494 \$	358 \$	408 978 \$	847 830 \$	438 494 \$	365 \$	277 836 \$	716 695 \$

¹ Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.

www.saputo.com